



COLLOQUE INTERDISCIPLINAIRE

REGARDS CROISÉS ACTEURS-CHERCHEURS

20 ET 21 NOVEMBRE 2014
CLERMONT-FERRAND / IADT

USAGES NUMÉRIQUES

INGÉNIERIE ET INNOVATIONS
AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

ACTES NUMÉRIQUES



AVANT-PROPOS

En avant-propos à ces Actes de colloque, je voudrais dire le plaisir que nous avons eu d'accueillir dans cet Institut d'Auvergne du Développement des Territoires, un tel colloque consacré aux « Usages numériques, ingénierie et innovations au service du développement territorial ». Notre « Maison des territoires », originale et novatrice en France par son statut de Groupement d'Intérêt Public associant établissements d'enseignement supérieur et collectivités territoriales, a souhaité organiser cette manifestation car si notre mission est de former les futurs cadres du développement durable des territoires en décroissant les savoirs et les compétences, elle est aussi un lieu de réflexion et d'animation au plus près des besoins et interrogations des territoires... Ce colloque sur les usages numériques fournissait donc une « preuve de concept » et un bon exemple de rencontres partenariales sur d'importants défis que rencontrent nos territoires.

Je souhaiterais, à ce titre, remercier de leur participation, étudiants, chercheurs venant de France ou de beaucoup plus loin (Cameroun, Estonie, Madagascar), tous guidés par une approche pluridisciplinaire, et enfin acteurs socio-économiques ou élus des territoires d'Auvergne et du Massif central qui ont fortement contribué à la qualité des échanges. L'organisation d'un colloque suppose toujours de réunir des moyens et ressources, et je voudrais également remercier l'équipe de l'IADT, les services du Conseil Régional, l'Agence Régionale de Développement des Territoires d'Auvergne, le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional représentant la société civile, ou les collègues chercheurs du site clermontois (et les laboratoires CERAMAC, CERDI, Centre Michel-de-l'Hospital, CRCGM, METAFORT). Cette pluralité d'intervenants témoigne parfaitement de l'importance de cet « écosystème régional » qui offre l'intérêt de rassembler une « communauté d'intérêt » autour du numérique et de ses usages, ce qui permet de promouvoir des innovations techniques, organisationnelles et surtout sociales. Mais cette communauté doit évidemment se confronter à d'autres et je désirerais aussi remercier les membres du comité scientifique et d'organisation du colloque, et notamment les collègues de la Commission « Géographie de la société de l'information » du Comité National Français de Géographie, qui, sous la houlette de son président Philippe VIDAL, ont mobilisé l'ensemble de leurs réseaux : jeunes collègues, doctorants et spécialistes reconnus comme Alain RALLET économiste, Marco DIANI, sociologue ou Gabriel DUPUY, géographe et grand témoin. Enfin, je remercie nos financeurs, membres fondateurs du GIP IADT, Région et Europe, via des crédits FEDER Massif central associés à la mise en place de notre Institut, notamment pour favoriser la mise en réseau des acteurs... Cette mise en relation et « en capacité » des acteurs est bien au centre des enjeux scientifiques et professionnels de ce colloque, construit autour des interactions entre développement des territoires et diffusion des usages numériques. Enjeux qui sont une préoccupation majeure des politiques et stratégies publiques tant dans les pays en développement que dans les pays anciennement industrialisés.

L'importance et le poids acquis par les technologies du numérique dans le développement économique et social dans le monde sont en effet sans commune mesure avec le passé. Le numérique est à la fois technologie, infrastructure, contenu et vecteur de développement (Landel, Leroux 2012). Les TIC ne se limitent pas seulement à des technologies d'usage ; ce sont aussi des outils de transformation de la société et des territoires du fait des mutations qu'elles permettent dans les relations sociales (notamment comme outils collaboratifs donc d'amélioration du « capital social » des territoires) ou par l'acquisition d'un nouveau capital culturel qu'elles autorisent (par l'accès à la formation – à l'image des MOOCs - et la diffusion large de données ouvrant le champ de la créativité y compris dans le champ entrepreneurial). Comme le soulignent Cécile Batisse et Stéphanie Truchet (2014) « en quelques années, dans les pays développés, l'accès au haut débit est devenu un bien de grande consommation pour une majorité de ménages et un service de première nécessité pour un grand nombre d'entreprises. Le numérique bouleverse nos modes de vie et de travail, nos relations avec les autres, notre accès à la culture, aux loisirs, nos modes de consommation ». Dans les pays en développement ou émergents, ces usages recouvrent également des enjeux majeurs en matière de développement humain. La diffusion des TIC est un levier important de la croissance et du développement durable, en particulier parce que le numérique améliore la qualité du capital humain, augmente la demande pour les technologies ou améliore la démocratisation des structures politiques et la gouvernance en offrant, par exemple, de nouveaux outils pour la participation des citoyens.

De ce fait, la recherche sur les usages numériques s'inscrit dans des problématiques visant à la fois des enjeux micro-locaux, régionaux mais aussi internationaux, et renvoie à des questionnements scientifiques mais aussi à des défis sociétaux que l'on ne peut aborder qu'avec les acteurs, les habitants et leurs représentants. C'est une première justification à l'organisation de ce colloque et à la publication rapide des Actes.

Mais il y en a une autre qui fait écho à notre localisation à Clermont-Ferrand au cœur du Massif central. On sait que cette société de l'information contribue également à l'émergence de nouvelles formes d'inégalités connues sous le nom de « fracture numérique », terme apparu aux Etats-Unis dès les années 1990 pour rendre compte des écarts entre groupes sociaux en matière d'utilisation et d'accès aux TIC. Cette fracture renvoie à plusieurs dimensions selon que l'on pose le problème en termes d'accès aux technologies/infrastructures ou en termes d'usages. Ainsi, elle est conditionnée par les équipements indispensables à la diffusion et à l'utilisation des TIC, mais aussi par les usages effectifs de ces technologies et les performances qui leurs sont associées. Ces disparités peuvent toucher tout à la fois les groupes sociaux, les structures productives mais aussi les Etats et territoires. En France, les rapports récents du CESE et de Claudy Lebreton (2013) mettent encore en évidence les inégalités entre les territoires ruraux et urbains, notamment en termes d'accès au très haut débit et d'usages. Certes, les territoires et leurs acteurs ne restent pas inactifs. Rappelons ainsi que depuis 2005, la Région Auvergne est pionnière dans l'aménagement numérique de son territoire (résorption des zones blanches au Haut Débit, Auvergne Très Haut Débit) et les expériences ne manquent pas dans les métropoles et régions françaises ou européennes, tandis que de multiples initiatives privées ou publiques voient le jour, même si certaines en restent au stade expérimental. Pour autant, en matière de développement local, deux approches combinées sont souvent discutées :

- Pour certains chercheurs, il apparaît que les TIC sont surtout une ressource pour les espaces les plus denses et les plus « métropolisés ». C'est là que les outils et usages numériques se révèlent particulièrement efficaces pour accompagner l'émergence d'une nouvelle économie créative comme pour simplifier la vie quotidienne en facilitant par exemple les déplacements ou la coordination des actions ; le géographe Boris Beaudé (2012) relève ainsi qu'« Internet s'ajoute à la ville, comme moyen efficace de maximisation de l'interaction sociale. L'un et l'autre se complètent mutuellement, marginalisant les espaces les moins urbanisés et les moins connectés », avant d'ajouter, pessimiste, que « si les TIC sont de puissants instruments d'interaction, elles ne se suffisent pas à elles-mêmes et ne peuvent être suffisamment attractives dans un environnement qui ne propose pas d'autres composantes spatiales essentielles telles que l'existence de services et de biens de première nécessité, ou même de confort lorsque l'on souhaite attirer une population exigeante [...]. Les services explicitement dédiés aux espaces les moins denses (télé-médecine, télé-enseignement, services publics en ligne, etc.) sont essentiels au maintien des espaces marginalisés, mais ils peuvent être considérés comme très insuffisants pour compenser les inconvénients de l'isolement territorial ».

- Mais parallèlement, d'autres scientifiques insistent sur la réelle capacité de diffusion de ces usages, de l'économie de la connaissance... la multiplication des technologies numériques offrant en théorie plus de liberté et d'autonomie. On a pu ainsi évoquer « la fin de la distance » permise par le numérique, voire « la fin de la géographie ». Sans nier l'importance d'attributs matériels qui restent déterminants pour l'attractivité d'un lieu (aménités, équipements structurants, patrimoine naturel et culturel...), des auteurs ont montré que les usages numériques constituaient « un moyen de réagencer l'espace, en créant des espaces d'interaction complémentaires » (B. Beaudé). Pour Barthe et Milian (2011) : « Le numérique est perçu comme une ressource nécessaire pour soutenir le développement de l'économie présenteielle, une dynamique liée notamment aux mouvements circulatoires qui touchent de nombreuses zones rurales de faible densité, certes avec des degrés d'intensité variés, et à la prégnance forte des activités de loisirs et touristiques dans ces espaces. Ce premier aspect fait écho à la préoccupation permanente sur les conditions d'attractivité de ces espaces : l'équipement en TIC est ainsi considéré comme un élément indispensable autant pour encourager l'installation, le retour ou le séjour, que pour être en mesure de se rendre visible dans la compétition communicationnelle. Le numérique a parallèlement été érigé comme un moteur de la capacité de performance, d'innovation, de créativité, qui accompagne les processus de développement territorial et permet aux acteurs locaux de s'organiser et de se singulariser dans leurs démarches et leurs initiatives ».

L'ensemble de ces dynamiques soulève donc de nombreuses questions de recherche et de recherche-action que ce colloque a souhaité aborder, au moment où les territoires d'Auvergne et du Massif central multiplient les innovations en matière de numérique. Il s'agissait bien pour les organisateurs, à la fois :

- de croiser les regards avec d'autres expériences y compris internationales, permettant d'apporter un éclairage extérieur ;
- d'évaluer, partager les résultats de la communauté scientifique et des acteurs de terrain sur les opportunités de développement pour les espaces métropolitains « créatifs » comme pour les espaces de faibles densités longtemps perçus comme « périphériques » ;

- *d'analyser le rôle de l'environnement socio-économique permettant de dépasser les fractures numériques, de démultiplier les usages ou de construire une nouvelle ingénierie territoriale adaptée à ces innovations de grande ampleur.*

A partir de ces défis, trois thématiques ciblées organisent ces actes :

- *Quels projets numériques pour quels territoires d'innovation sociale et économique ?*
- *L'expérience des « living labs » et des « tiers-lieux » numériques : quelles sont les conditions d'émergence, les verrous à surmonter et les impacts en matière de développement territorial ? Quelles sont les innovations sociales, les actions de relance économique et de développement de l'entrepreneuriat qui émergent dans les territoires ?*
- *Les usages numériques et les pratiques nouvelles dans l'ingénierie territoriale, dans le partenariat entre chercheurs et acteurs, l'accompagnement des territoires et la formation de nos étudiants.*

Ce colloque à taille humaine, rassemblant une centaine d'étudiants, universitaires, élus ou techniciens, a permis l'expression de points de vue contrastés, d'analyses distanciées et de retour d'expérience. Il a fait émerger des points de vigilance et des pistes de réponse pour faciliter les interactions entre chercheurs et acteurs et pour faciliter la diffusion des usages numériques au service de tous les territoires.

Nous espérons que ces Actes permettront de revivre la richesse des débats et d'initier de nouveaux échanges scientifiques et de nouveaux projets opérationnels.

Laurent RIEUTORT
*Professeur de géographie,
Université Blaise-Pascal, Directeur de l'IADT*

INTRODUCTION *par Gabriel DUPUY en tant que grand témoin*

La question des usages du numérique en relation avec les territoires présente une double complexité. D'une part la notion de territoire est loin d'être stabilisée au plan épistémologique. Les approches classiques, anthropologiques et géographiques, tendent à être circonvenues par les approches politistes. Le territoire comme espace approprié par l'homme, par le groupe social, par une organisation, par une société, fait place à un territoire défini comme circonscription institutionnelle plus ou moins durable. Qui plus est le terme territoire s'impose dans le grand public comme un synonyme commode de l'espace vécu ou administré.

D'autre part, l'évolution rapide des technologies numériques et des usages de ces technologies rend difficile des analyses approfondies sur des pratiques durables.

Par suite, je donnerai seulement quelques éclairages pour faciliter l'approche de cette question sans prétendre vraiment la traiter au fond comme il serait souhaitable.

Commençons par une première remarque, importante du point de vue de l'aménagement du territoire. La traditionnelle distinction urbain/rural, jadis bien établie chez les géographes, est aujourd'hui mise à mal. Certes l'occupation de l'espace urbain reste plus « dense » que celle de l'espace rural. Mais les études récentes montrent que, dans un pays comme la France, les modes de vie s'uniformisent. Les schèmes de mobilité se ressemblent de plus en plus. Bien sûr les distances parcourues en milieu rural sont plus longues mais l'automobile pallie ce handicap et l'on assiste quand même à l'homogénéisation des mobilités sur le territoire national.

Les usages du numérique s'inscrivent désormais dans cette tendance qui rapproche le rural de l'urbain. La distinction paysagère entre l'urbain et le rural demeure mais n'est plus vraiment significative d'une différence de modes de vie. Il s'ensuit une attente considérable concernant la desserte des TIC en milieu rural. Pour ce qui est de l'offre en transports collectifs, les habitants admettent bien la difficulté d'une desserte équivalente dans les villes et dans les campagnes du fait de la faible densité de l'espace rural. Mais l'automobile a justement constitué un palliatif efficace de cette inégalité. Il est donc difficilement compréhensible et acceptable que pour les TIC, à défaut de desserte uniforme, il n'y ait pas de palliatif efficace comme l'est la voiture pour les transports.

Deuxième remarque : la desserte par Internet, le téléphone mobile sont désormais considérés comme généralisée en France. En réalité, le service est loin d'être satisfaisant dans de larges parties du territoire rural. D'un côté les débits réellement offerts y sont faibles, instables et irréguliers. D'un autre côté, les services d'information et de communication proposés par les opérateurs, services qui sont au cœur de la concurrence qu'ils se livrent, requièrent des débits importants, fiables, sécurisés. A défaut, l'accès au commerce électronique, à l'e-administration est impraticable. Cette situation n'est pas acceptable sauf à admettre une fracture numérique durable entre certaines parties du territoire national et le reste de la France.

Troisième remarque. La fracture numérique est justement un phénomène multidimensionnel. On a pu considérer par le passé que tout allait de pair. L'espace rural ne disposait que de faibles débits mais les besoins y étaient réputés faibles, compte tenu d'une moindre activité économique, d'une moindre exigence en matière culturelle, etc. Aujourd'hui, il est reconnu que pour certains usages la fracture culturelle n'existe pas (notamment pour la téléphonie), pour d'autres usages elle est plus importante (messagerie), pour s'autres encore elle est considérable (consultation de sites web). Il faudrait donc rapidement s'assurer que la fracture numérique n'aggrave pas la fracture culturelle là et où elle est déjà importante.

Quatrième remarque. Dans un proche futur, la rationalisation des implantations locales d'équipements et de services (poste, santé, école,...) obligera à fournir des services électroniques de substitution. Peut-on avancer à reculons dans cette voie ? Il existe déjà nombre d'expérimentations dans différents domaines. N'est-il pas temps d'en faire un bilan précis, de repérer sur quels problèmes, quelles insuffisances elles ont buté et à l'inverse de caractériser les paramètres qui ont conduit à leur réussite ?

Dernière remarque. Pour ce qui est du développement économique, tout ce qui précède a de lourdes implications. L'uniformisation des modes de vie, l'homogénéisation du territoire, des mobilités, tout cela est très favorable à une diversification des implantations des activités économiques. Il serait donc fâcheux que cette tendance favorable achoppe sur un accroissement de fracture dans les usages des TIC.

Gabriel DUPUY
Professeur de géographie,
Université Paris I, en tant que grand témoin

SOMMAIRE

PAGE 9 OUVERTURE

René SOUCHON – Président Conseil Régional d'Auvergne, ancien Ministre, Président du GIP IADT

Alain MARTEL – Président de la CUE Clermont-Université

Jean-Michel REBERRY – Président du CESER Auvergne

Laurent RIEUTORT – Directeur de l'IADT, Université Blaise-Pascal, CERAMAC

PAGE 11 TABLE-RONDE

L'EXPÉRIENCE DES LIVING-LABS ET DES TIERS-LIEUX

animée par **Sébastien CÔTE**, société Mon territoire Numérique

Camille VAZIAGA – Association Renaissance Numérique

Clément CHADEYRON – LimouziLab (87)

Rene TONNISSON – Smart City Lab (Estonie)
GRETA du Puy-en-Velay – Formalab (43)

Franck BURDEYRON – Impacts du télétravail à Murat (15)

Yveline DUBILLON – Pays Vallée de Montluçon et du Cher (03)
Centre Numérique d'Antsirabe (Madagascar) – visio-conférence

PAGE 12 USAGES NUMÉRIQUES ET ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES : EXEMPLES DANS LE MASSIF CENTRAL

Cécile BATISSE – Université d'Auvergne, UMR CERDI

Laurent RIEUTORT – Directeur de l'IADT, Université Blaise Pascal, CERAMAC

QUELS PROJETS NUMÉRIQUES POUR QUELS TERRITOIRES D'INNOVATION ?

Alain RALLET – économiste, Université Paris Sud Lien

Marco DIANI – sociologue, chercheur CNRS

Jacques YOMB – sociologue, Université de Douala (Cameroun)

Cédrine LEBRUMENT – doctorante Université Nanterre Paris Ouest, CEROS Université Blaise Pascal, ComSol

TABLE-RONDE PAGE 13

LA CO-CONSTRUCTION D'UNE STRATÉGIE TERRITORIALE BASÉE SUR LE NUMÉRIQUE

organisée avec le soutien de la Commission « Géographie de l'information » du CNFG

animée par **Mohammed Chahid**, Consultant Cabinet Mati, Professeur associé, Université Blaise-Pascal

Helène MARTIN BRELOT – MCF Géographie des TIC Brest, Institut de Géoarchitecture - Marsouin – visio-conférence

Marina DUFÉAL – MCF géographie des TIC Bordeaux, UMR ADESS

Jean-Luc FORÊT – Doctorant Géographie des TIC, Université du Mans - UMR ESO

Maxime SCHIRRER – MCF géographie des TIC CNAM Paris

Jeremy VALENTIN – Docteur en géographie des TIC et Ingénieur de recherche CNRS - Laboratoire Art dev, UMR 5281- Chef de projet « open data » ville de Montpellier

Philippe VIDAL – MCF géographie des TIC Université du Havre, UMR IDEES Le Havre

CLÔTURE PAGE 14

Laurent RIEUTORT – Directeur de l'IADT, Université Blaise Pascal, CERAMAC

OUVERTURE

René SOUCHON

Président du Conseil régional d'Auvergne,
ancien Ministre et Président du GIP IADT



[▶ VOIR la vidéo](#)

Jean-Michel REBERRY

Président du CESER Auvergne



[▶ VOIR la vidéo](#)

Alain MARTEL

Président du PRES Clermont Université



[▶ VOIR la vidéo](#)

Laurent RIEUTORT

Directeur IADT,
Université Blaise-Pascal, CERAMAC



[▶ VOIR la vidéo](#)

QUELS PROJETS NUMÉRIQUES POUR QUELS TERRITOIRES D'INNOVATION ?

Alain RALLET

Économiste, Université Paris Sud

 VOIR la présentation



 VOIR la vidéo

Marco DIANI

Sociologue, chercheur CNRS



 VOIR la vidéo

Jacques YOMB

Sociologue
Université de Douala (Cameroun)

 VOIR la présentation



 VOIR la vidéo

Cédric LEBRUMENT

Doctorante Université Nanterre
Paris Ouest - CEROS
Université Blaise Pascal – ComSol

 VOIR la présentation



 VOIR la vidéo

ECHANGES & RÉACTIONS



 VOIR la vidéo

SYNTHÈSE

Gabriel DUPUY

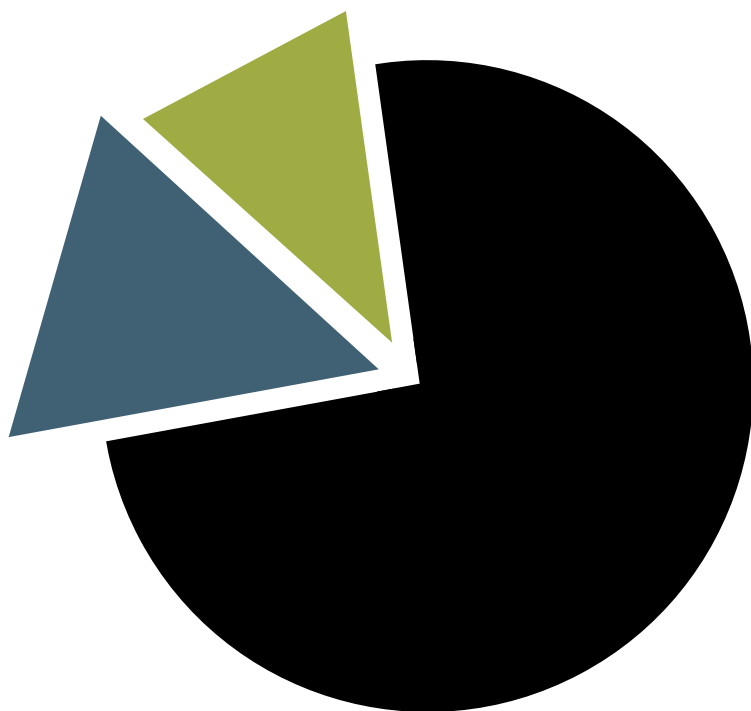
Professeur de géographie, Université Paris I,
en tant que grand témoin



 VOIR la vidéo

L'EXPÉRIENCE DES LIVING-LABS ET DES TIERS-LIEUX

Animée par **Sébastien CÔTE**, *Société Mon territoire Numérique* ▶



Clément CHADEYRON – *LimouziLab (87)* ▶

Rene TONNISSON – *Smart City Lab (Estonie)* ▶

Pierre CARROLAGGI – *GRETA du Puy-en-Velay* ▶
– *Formalab (43)*

▶ VOIR la présentation

Franck BURDEYRON – *OICALIA*, ▶
Impacts du télétravail à Murat (15)

▶ VOIR la présentation

Centre Numérique d'Antsirabe
(Madagascar) – visio-conférence ▶

Yveline DUBILLON – *Pays Vallée de Montluçon
et du Cher (03)* ▶

ECHANGES & RÉACTIONS



▶ VOIR la vidéo

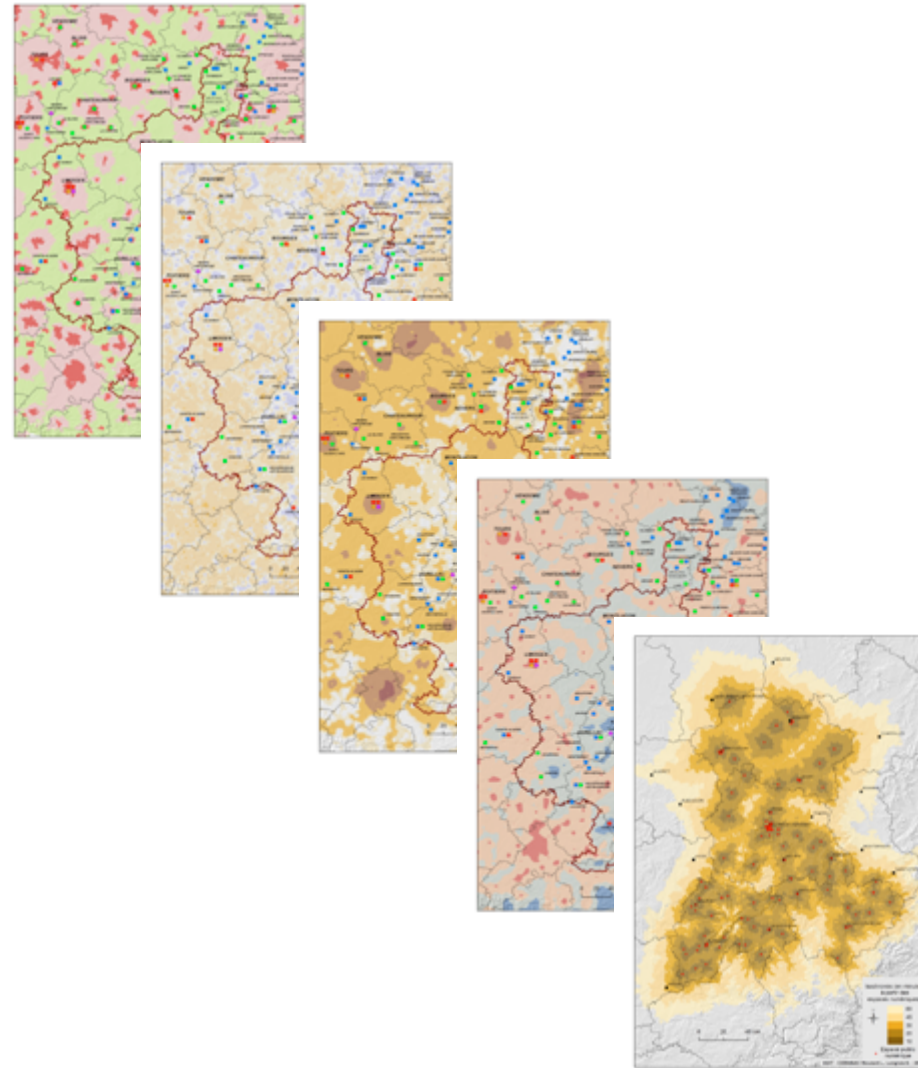
USAGES NUMÉRIQUES ET ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES : EXEMPLES DANS LE MASSIF CENTRAL

Cécile BATISSE

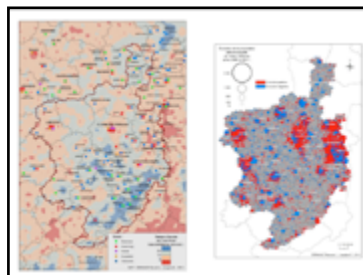
Université d'Auvergne, UMR CERDI

Laurent RIEUTORT

*Directeur IADT,
Université Blaise-Pascal, CERAMAC*



 **VOIR** la vidéo



 **VOIR** la présentation

LA CO-CONSTRUCTION D'UNE STRATÉGIE TERRITORIALE BASÉE SUR LE NUMÉRIQUE

Animée par **Mohammed Chahid**, *Mati Cabinet Conseil*,
Professeur associé, Université Blaise-Pascal ▶

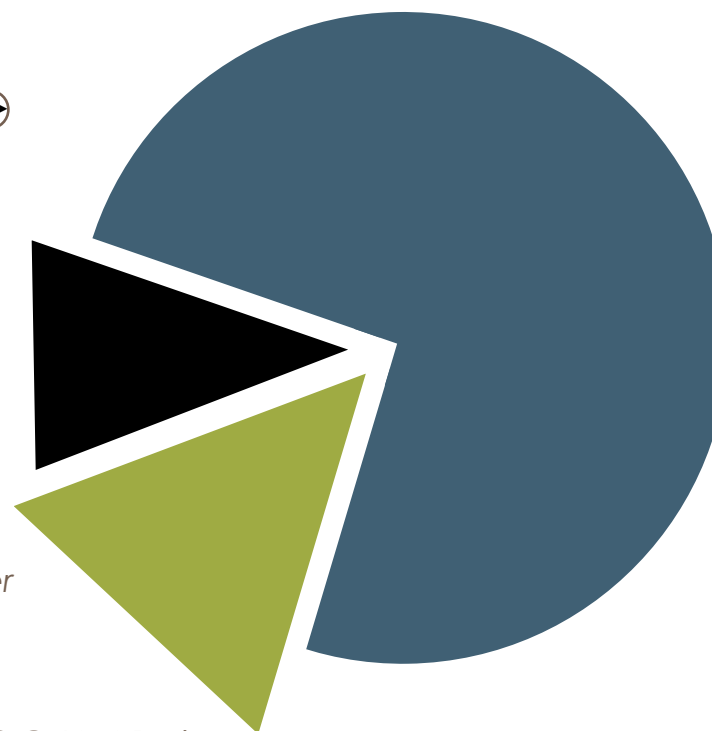
Marlène LESTEVEN – *Chef du Service* ▶
des Usages Numériques

Helène MARTIN-BRELOT
MCF Géographie des TIC Brest,
Institut de Géoarchitecture - Marsouin ▶

Marina DUFEAL – *MCF géographie*
des TIC Bordeaux, UMR ADESS ▶

Jean-Luc FORÊT – *Doctorant Géographie des*
TIC, «TIC et bien être territorial»,
Université du Mans - UMR ESO ▶

Jérémy VALENTIN ▶
Docteur en géographie des TIC
et Ingénieur de recherche CNRS - Laboratoire Art dev,
UMR 5281- Chef de projet «open data» ville de Montpellier



Maxime SCHIRRER ▶
MCF géographie des TIC CNAM Paris

Philippe VIDAL – *MCF géographie des TIC*
Université du Havre, UMR IDEES Le Havre ▶

ECHANGES & RÉACTIONS



▶ VOIR la vidéo

CLÔTURE

Laurent RIEUTORT

Directeur de l'IADT,
Université Blaise Pascal, CERAMAC



▶ VOIR la vidéo

REMERCIEMENTS

Les organisateurs du colloque tiennent à remercier l'ensemble des participants, des intervenants et des différents acteurs qui ont permis le bon déroulement de cet évènement.

IADT.FR

